



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Brésil

Résumé

Une publication du SER de Brasília
Semaine du 27 octobre 2025

Le déficit externe du Brésil attendu à son plus haut niveau depuis 2014

Les comptes externes brésiliens sont en nette détérioration depuis le début de l'année, avec un déficit courant en hausse de 29% sur un an, atteignant 56,9 Md USD sur les trois premiers trimestres. Cette situation s'explique en particulier par le repli de l'excédent commercial et le creusement du déficit des revenus primaires, tandis que les entrées d'IDE ne suffisent plus à compenser ce déséquilibre.

Lula et Trump se rencontrent dans un contexte de chute des exportations brésiliennes vers les États-Unis

Les deux présidents se sont rencontrés dimanche pour amorcer des négociations bilatérales sur les droits de douane américains de 50% imposés aux exportations brésiliennes. Ces surtaxes ont provoqué une forte contraction des ventes brésiliennes vers les États-Unis, en particulier de viande, de bois, de café et de produits métallurgiques.

Les catastrophes climatiques ont coûté 500 Md BRL au Brésil en 10 ans et fragilisent durablement l'économie

Elles ont coûté l'équivalent de 1,5% du PIB brésilien sur la dernière décennie. Les pertes annuelles atteignent près de 50 Md BRL (8 Md EUR) et pourraient cumuler à 17 000 Md BRL (2730 Md EUR) d'ici 2050 en l'absence de politiques d'adaptation. Ces coûts retombent directement sur les ménages et sur les finances publiques car seuls 5 à 10% des dommages sont couverts par une assurance. Dans ce contexte, une assurance sociale de catastrophe, fondée sur un principe de mutualisation des risques, est en discussion.

Graphique de la semaine : Evolution du stock d'IDE au Brésil par pays d'origine

Évolution des marchés

Indicateurs	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	+2,6%	+23,7%	148 632
Risque-pays (CDS 5 ans Br)	-2,5%	-36,2%	137
Taux de change USD/BRL	+0,1%	-12,8%	5,39
Taux de change €/BRL	-0,2%	-2,8%	6,23

Note : Données du jeudi à 10h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

LE CHIFFRE A RETENIR :

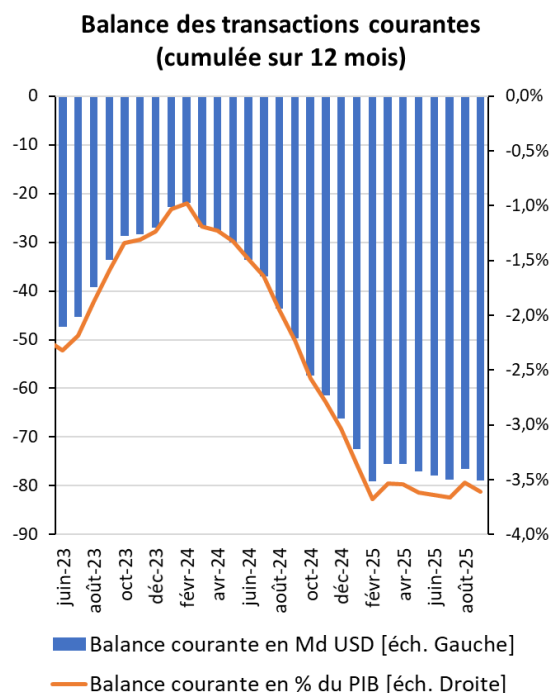
1/8

C'est la proportion de municipalités brésiliennes actuellement en situation d'urgence en raison de la sécheresse – soit 756 au total. Le Piauí est l'État le plus touché, suivi de la Bahia, de l'Alagoas, du Rio Grande do Norte et de la Paraíba (source : Gouv. fédéral brésilien)

Actualités macro-économiques & financières

Le déficit externe du Brésil attendu à son plus haut niveau depuis 2014

Le déficit des comptes courants du Brésil – qui englobe le solde commercial, les échanges de services et les revenus primaires (notamment ceux des investissements) – **est en forte détérioration par rapport à septembre 2024 (+32,4%)** et atteint 9,8 Md USD en septembre 2025, selon les [données](#) de la Banque centrale (BCB). **Sur les trois premiers trimestres de l'année, le déficit cumulé s'élève à 3,6% du PIB (56,9 Md USD), contre 2,2% en septembre 2024.**



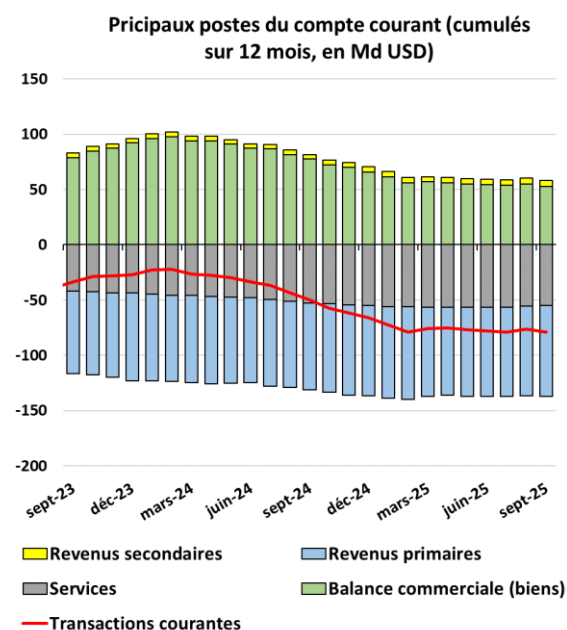
Source : IBGE. Graphique : SER

La dégradation de la balance commerciale constitue le principal facteur de ce creusement. Entre janvier à septembre, l'excédent commercial s'établit à 39,5 Md USD, contre 52,5 Md USD un an plus tôt. La progression des importations (+7,5%) plus rapide que

celle des exportations (+1%) explique l'essentiel du recul. En septembre, la balance commerciale enregistre un excédent en baisse de 49% sur un an et de 55% par rapport à août. Les prévisions de la BCB pour l'excédent commercial ont ainsi été revues à la baisse, à 54 Md USD pour l'ensemble de l'année 2025, contre 60 Md USD dans ses prévisions de juin.

Le déficit des échanges de services reste élevé, mais s'améliore légèrement sur la période, passant à 40,3 Md USD en 2025 (40,7 Md USD en 2024), principalement grâce à la baisse des dépenses de transport et de télécommunications. La BCB anticipe néanmoins un creusement de 3 Md USD du déficit des services, à 53 Md USD en 2025.

Le compte des revenus primaires – qui reflète les flux de revenus du capital et du travail entre le Brésil et le reste du monde – a affiché un déficit de 59,7 Md USD sur les trois premiers trimestres de 2025, en hausse de +1,4% sur un an, sous l'effet d'une augmentation des rapatriements de profits et dividendes. La BCB prévoit un déficit de cette ligne en hausse de 3 Md USD, à 73 Md USD pour l'ensemble de l'année.



Source : IBGE. Graphique : SER

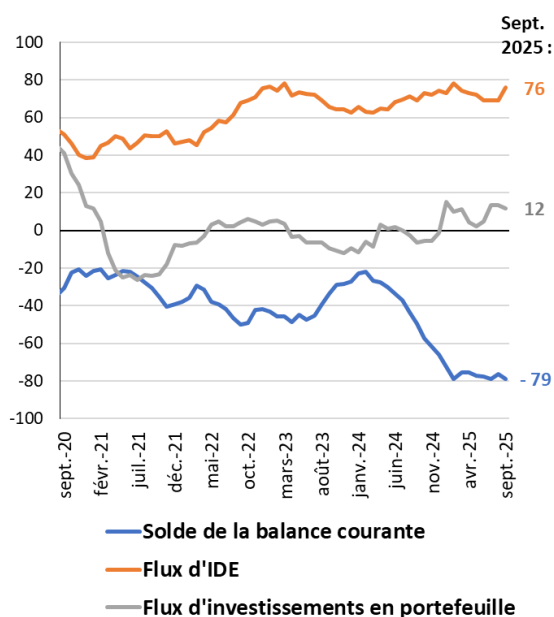
Les investissements directs étrangers (IDE) au Brésil ont fortement progressé

en septembre, atteignant 10,7 Md USD, leur plus haut niveau depuis mars 2023 et bien au-delà des attentes du marché (6 Md USD). Sur les trois premiers trimestres, les flux cumulés ont atteint 63,3 Md USD, en hausse de 2,8% sur un an. A titre de comparaison, les IDE n'avaient atteint que 3,9 Md USD en septembre 2024 et 8 Md USD en août 2025.

Sur douze mois, les entrées cumulées d'IDE s'élèvent à 3,47% du PIB (75,8 Md USD). Elles restent toutefois, pour le 8^{ème} mois consécutif, inférieures au déficit courant, et ne compensent pas, à elles seules, le déséquilibre externe du pays. La BCB maintient toutefois sa projection d'IDE à 70 Md USD sur l'ensemble de l'année 2025, malgré un contexte international incertain.

désormais un déficit courant de 70 Md USD, en ligne avec les prévisions du marché (70,8 Md USD) et bien au-delà des 58 Md USD estimés précédemment, soit le déficit courant le plus élevé depuis 2014¹.

Evolution du solde de la balance courante, des flux d'IDE, et des investissements en portefeuille (cumulés sur 12 mois, en Md USD)



Source : IBGE. Graphique : SER

Malgré cette dégradation, les fondamentaux du pays restent solides, soutenus par des réserves internationales en hausse (357 Md USD) et une faible exposition à la dette extérieure. La BCB a néanmoins révisé ses prévisions pour 2025, anticipant

¹ En valeur nominale. En proportion du PIB, le déficit courant de 2025 (3,1%) serait le plus élevé depuis 2019 (3,5%), contre 4,5% du PIB en 2014.

Lula et Trump se rencontrent dans un contexte de chute des exportations brésiliennes vers les États-Unis

Les présidents du Brésil et des États-Unis et se sont rencontrés dimanche dernier en Malaisie, marquant leur première entrevue bilatérale en personne. Cette rencontre intervient dans un contexte de tensions commerciales, après la décision de Washington, en août dernier, d'imposer des droits de douane de 50% sur près d'un tiers des exportations brésiliennes vers les États-Unis.

Au cours de l'entretien, le président Lula a réitéré sa demande de suspension de ces tarifs, rappelant que les États-Unis enregistrent actuellement un excédent commercial vis-à-vis du Brésil. Le président Trump a annoncé l'ouverture prochaine d'un processus de négociation entre les deux pays.

Pour l'heure, les discussions n'ont pas encore abouti à des mesures concrètes². Plusieurs analystes estiment que les négociations pourraient inclure la question de l'exploitation des terres rares brésiliennes, le pays disposant des deuxièmes plus grandes réserves mondiales, estimées à 21 millions de tonnes.

Pour rappel, la surtaxe américaine est entrée en vigueur le 6 août 2025, imposant des droits de douane de 50% sur près d'un tiers des exportations brésiliennes vers les États-Unis. Washington a toutefois épargné environ 700 produits – dont les aéronefs et leurs composants, les dérivés du pétrole ou encore le jus d'orange – représentant environ 45% des ventes brésiliennes en valeur. Les 20% restants étaient déjà soumis à d'autres mesures tarifaires, notamment

sur l'acier et l'aluminium, les surtaxes ne concernant donc qu'environ 35% du total. **Selon Moody's, le taux effectif de droits de douane américains sur les exportations brésiliennes atteint désormais 29%.**

Les exportations brésiliennes vers les États-Unis ont fortement reculé depuis l'instauration de sur tarifs. En août, elles ont atteint 2,8 Md USD, en baisse de 25,8% par rapport à juillet et de 16,5% sur un an (voir [brèves du 8 septembre 2025](#)). **En septembre, les exportations ont encore diminué, à 2,6 Md USD, soit une contraction de 9% sur le mois et de 20,3% sur un an** – leur plus bas niveau pour un mois de septembre depuis la crise sanitaire.

Les secteurs les plus touchés sont la viande bovine (-66% sur un an), le bois (-54,8%), le café (-30%) et les produits métallurgiques (fonte, fer, acier: -37,7%). Les exportations de minerai de fer, quasi nulles en août, sont restées marginales en septembre (925 USD contre 35,9 M USD en septembre 2024). **À l'inverse, certains produits exemptés des tarifs ont rebondi :** les aéronefs (+5,3% sur un an), ainsi que les combustibles et huiles minérales (+60,4%) et les jus de fruits (+16,6%).

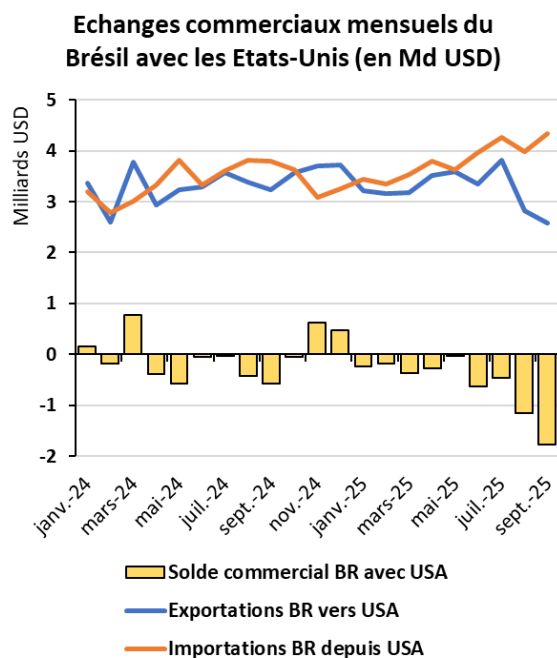
Selon la Chambre de commerce américaine au Brésil, septembre a marqué le point le plus bas du commerce bilatéral. Les exportations de produits soumis aux tarifs ont chuté en moyenne de 25,7% en glissement annuel, tandis que celles de produits exemptés ont progressé de 12,3%.

Les importations brésiliennes en provenance des États-Unis, après une baisse de près de 7% entre juillet et août, ont atteint 4,3 Md USD en septembre, en hausse de 14,3% sur un an, creusant le déficit du Brésil. Sur les trois premiers trimestres de 2025,

² Le Sénat américain a approuvé mardi un projet de loi visant à supprimer les droits de douane imposés au Brésil, mais le texte a peu de chances d'avancer, car il doit

encore être voté par la Chambre, à majorité républicaine, qui a récemment adopté de nouvelles règles facilitant le blocage de projets liés aux tarifs.

l'excédent commercial américain s'élève à 5,1 Md USD, soit près de quatre fois celui enregistré sur la même période en 2024 (1,3 Md USD).



Source : ComexStat. Graphique : SER

Néanmoins, si les exportations brésiliennes vers les États-Unis ont reculé en septembre, les exportations totales du pays ont progressé de 7,2% sur un an, atteignant 30,5 Md USD. Cette hausse s'explique principalement par une redirection des flux vers d'autres marchés, notamment la Chine, où les exportations brésiliennes ont augmenté de 14,9% sur un an en septembre, plus que compensant la baisse des ventes vers les États-Unis. En revanche, le solde commercial brésilien s'est réduit à 3 Md USD, contre 5,1 Md USD en septembre 2024 (-41,1%), sous l'effet d'une hausse marquée des importations (+17,7% sur un an, à 27,5 Md USD).

Etude économique & financière

Les catastrophes climatiques ont coûté 500 Md BRL au Brésil en 10 ans et fragilisent durablement l'économie

Les catastrophes naturelles ont déjà coûté près de 500 Md BRL (80,3 Md EUR) au Brésil sur la dernière décennie, soit près de 1,5% du PIB cumulé sur la période, selon la Confédération nationale des assureurs (CNseg). Inondations, sécheresses et glissements de terrain se sont multipliés, touchant 84% des municipalités du pays. Au total, plus de 300 millions d'occurrences de personnes affectées ont été recensées – certaines régions ayant été frappées à plusieurs reprises par des événements extrêmes. Les pertes annuelles moyennes sont désormais estimées entre 40 et 50 Md BRL (6,4 - 8 Md EUR), d'après les données du gouvernement fédéral compilées par l'Atlas des désastres naturels, produit par la Défense civile nationale et le Centre national de surveillance et d'alerte des désastres naturels (Camaden).

L'impact économique est substantiel : le ministère de l'Environnement estime qu'en l'absence de politiques d'adaptation, les effets cumulés du dérèglement climatique pourraient entraîner une perte de 17 000 Md BRL (2 730 Md EUR) de PIB d'ici 2050 – soit un niveau d'activité bien inférieur à celui qu'aurait connu le pays sans ces chocs. La Banque mondiale évalue pour sa part les pertes directes à 13 Md BRL (2,1 Md EUR) par an et avertit que jusqu'à 3 millions de Brésiliens pourraient basculer dans l'extrême pauvreté d'ici 2030 si la résilience climatique du pays ne s'améliore pas.

Seule une part très faible des catastrophes climatiques enregistrées au Brésil bénéficie d'une couverture

d'assurance, laissant l'essentiel des pertes à la charge des ménages et des pouvoirs publics. Selon la CNseg, moins de 10% des dommages sont couverts par une assurance, et à peine 5% pour certains types de sinistres, comme les inondations ou les glissements de terrain.

Les inondations du Rio Grande do Sul, en 2024, en ont offert un exemple dramatique : elles ont dévasté plus de 400 municipalités, fait plus de 180 morts et déplacé plus de 600 000 personnes. **Les pertes économiques ont été estimées à 100 Md BRL (16,1 Md EUR), pour seulement 6 Md BRL (1 Md EUR) indemnisés – un taux de couverture d'à peine 6%.** Dans les économies avancées, ce ratio se situe entre 40 et 60%.

Cette vulnérabilité financière face aux événements climatiques pèse directement sur les comptes publics.

Sans assurance, la réponse repose sur les efforts financiers des ménages et la dette des États et des municipalités. Selon l'Institut Fiscal Indépendant (IFI) du Sénat, les dépenses d'urgence et de reconstruction engagées par le gouvernement fédéral après les inondations du Rio Grande do Sul s'élèvent à près de 30 Md BRL (4,8 Md EUR). Ce montant a été exclu du cadre budgétaire (« *arcabouço fiscal* ») et exécuté hors des limites de dépenses prévues, afin de permettre au gouvernement de venir en aide aux populations et aux entreprises sinistrées – une décision qui alimente toutefois le débat sur la soutenabilité budgétaire de la réponse climatique.

Face à l'urgence, le gouvernement fédéral prépare une révision du Plan national d'adaptation (PNA), cadre stratégique créé en 2016 pour coordonner les politiques d'adaptation climatique. Cette nouvelle version, pilotée par le ministère de l'Environnement, mobilise 25 ministères et intègre 300 objectifs et 800 actions intersectorielles, couvrant des domaines tels que l'agriculture, la santé, les villes ou les infrastructures. Le plan vise à réduire la vulnérabilité des

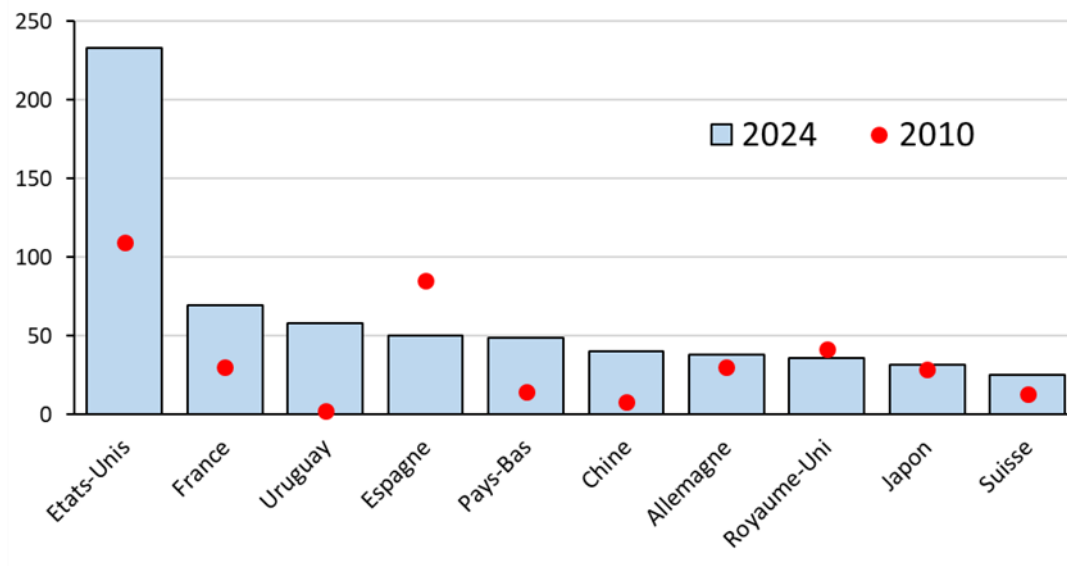
territoires en améliorant la planification urbaine, la gestion de l'eau et la prévention des risques. Il prévoit aussi un accompagnement de 2 000 communes d'ici 2035 grâce au programme *Adapta Cidades*, qui formera des gestionnaires locaux et facilitera l'accès aux financements climatiques.

Mais la réussite de la stratégie d'adaptation aux événements climatiques dépend aussi du secteur privé, en particulier du secteur de l'assurance. Malgré un marché en expansion, la couverture reste très faible, ce qui oblige l'État à intervenir massivement après chaque désastre. **Dans ce cadre, la CNseg défend la création d'une « assurance sociale de catastrophe »**, adossée à la facture d'électricité, qui indemniserait automatiquement les ménages touchés par des événements extrêmes, sur le modèle des dispositifs existant en France ou au Chili. Présentée comme une piste de réforme structurelle, cette proposition vise à mieux partager le risque entre acteurs publics et privés et à réduire le déficit de protection financière, en s'intégrant dans la dynamique du PNA.

* * *

Graphique de la semaine

Évolution du stock d'IDE au Brésil par pays d'origine (10 principaux investisseurs, en Md USD) – participation en capital selon contrôle final



Source : Banque Centrale du Brésil (BCB)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Pôle macroéconomie et finances - Service économique régional de Brasilia.

Rédaction : Rafael Cezar (Conseiller financier) et Célia Devant-Perrotin (Adjointe au Conseiller financier).

Abonnez-vous : celia.devant-perrotin@dgtresor.gouv.fr